

le stéphanaïs



262 9 MAI - 6 JUIN 2019

JOURNAL D'INFORMATIONS DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY

Hôpitaux: en quête de sens p. 10 à 13

L'hôpital souffre d'un manque chronique de moyens humains. Mais les soignants dénoncent surtout une perte de sens au travail et un management déconnecté du terrain.



Le rail déraile p. 7

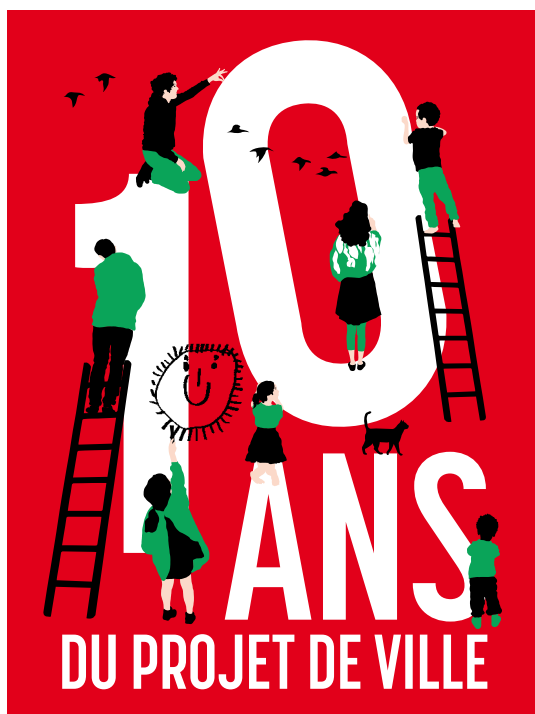
Fermetures programmées de guichets, haltes ferroviaires abandonnées, la SNCF et la Région Normandie préparent la privatisation du réseau.



Jours de fêtes

Il est revenu le temps des grands rendez-vous festifs qui rythment chaque année le calendrier stéphanaïs. Yes or notes, Aire de fête et bientôt la Fête au Château... autant d'occasions de se retrouver et de partager de beaux moments. **p. 2 et 3**

En images



PROJET DE VILLE

10 ans, ça se fête !

Afin de marquer la dixième année du Projet de ville stéphanois, le maire Joachim Moyse et les élus municipaux invitent les habitants à venir participer aux ateliers et aux animations qui se tiendront à la salle festive mercredi 15 mai à partir de 14 h 30. À 19 h 30, une réunion publique permettra de présenter une synthèse des propositions formulées par les habitants lors de l'après-midi et dans les semaines qui l'auront précédé.

MERCREDI 15 MAI Salle festive, de 14 h 30 à 18 h 30 ateliers et animations, 19 h 30 réunion publique. Entrée libre. En savoir plus sur saintetiennedurouvray.fr



PHOTO : E. B.

YES OR NOTES

Déziré rock'n'jazz

Le festival de jazz, de musiques actuelles et de danse Yes or notes prendra ses quartiers de printemps à l'espace Georges-Déziré du 17 au 19 mai. Au programme de cette quinzième édition dédiée aux jeunes talents du conservatoire stéphanois et à leurs aînés parfois issus d'outre-Rhin et d'outre-Manche, un mix festif de rock *so british*, d'électro, de jazz mais aussi de reggae et d'électro... sans oublier la danse.

PROGRAMME COMPLET sur saintetiennedurouvray.fr



PHOTO : J. L.

ARTS URBAINS

Veines urbaines fête ses dix ans

Le festival Veines urbaines lançait sa dixième édition samedi 27 avril au centre socioculturel Jean-Prévost. Dédié aux arts urbains (graff, danse hip-hop, installations numériques, skate, etc.), ce festival qui est désormais bien inscrit dans le paysage culturel régional, et au-delà, fêtait son anniversaire avec le collectif B3AT (qui a spécialement réalisé une installation pour l'occasion) et avec le chorégraphe Bouba Landrille Tchouba. Ce dernier, en résidence au Rive Gauche, a présenté une chorégraphie créée avec une quinzaine de jeunes. Le festival se poursuit jusqu'au 8 juin.

EN PLUS ! Retour en images et informations complémentaires sur saintetiennedurouvray.fr

AIRE DE FÊTE

Jours de fête

Pour cette édition 2019, les 1^{er} et 2 juin, Aire de fête, l'incontournable rendez-vous stéphanois, marque une fois de plus l'arrivée de l'été et demeure un moment de retrouvailles, de paix et de fraternité pour petits et grands. Deux jours pour se divertir et profiter d'un programme d'animations destiné à tous les publics au sein du parc Henri-Barbusse, avec la traditionnelle foire à tout. En ouverture, dès le samedi midi, sur l'espace associations, une quinzaine de jeunes Stéphanois-es présenteront leur spectacle conçu et réalisé sous la houlette du chorégraphe Bouba Landrille Tchouda, associé au Rive Gauche (lire portrait p. 20). À peine le temps de se restaurer et le moment sera venu de se laisser bercer par les tonalités funk et jazz du groupe Amiral Colombin, issu du conservatoire de Saint-Étienne-du-Rouvray. Ainsi, au fil de l'après-midi, le kiosque résonnera successivement des variations et des ambiances punk, rock, swing jusqu'au concert du soir avec le groupe auvergnat Wazoo qui distille depuis vingt ans une folk festive et entraînante. Le dimanche se déclinera au même rythme, entre musique et danse avec là encore des jeux pour les enfants, des déambulations, des ateliers créatifs et un jardin collaboratif pour s'initier au jardinage. Durant les deux jours, une vingtaine d'associations présenteront leurs activités et leurs projets qui participent à créer du lien entre les Stéphanois et à faire vivre la ville au rythme des habitants.

INFOS Aire de fête, samedi 1^{er} et 2 juin, parc Henri-Barbusse. Restauration assurée par l'Amicale réunionnaise et l'Association du centre social de La Houssière. Programme complet sur le site de la Ville : saintetiennedurovray.fr



À MON AVIS

Des rendez-vous qui contribuent au bien vivre

À la veille de l'été, et comme chaque année, de nombreuses manifestations festives rythment les semaines à venir à Saint-Étienne-du-Rouvray : Yes or notes, Aire de fête, la Fête au Château... Ces rendez-vous réunissent des milliers de participants. Ils contribuent au bien vivre dans notre ville, aux échanges et aux découvertes de tous ordres. Ils donnent également l'occasion aux musiciens, danseurs et chanteurs inscrits dans les ateliers des centres socioculturels et au conservatoire de se produire en public.

Ces manifestations doivent leur succès à l'engagement de nombreux acteurs associatifs et de bénévoles très nombreux sur notre commune. Les services municipaux pour leur part s'investissent pleinement dans ces initiatives populaires pour en assurer leur réussite.

Avec mes collègues élus, j'aurai le plaisir de vous rencontrer lors de ces moments festifs.

Joachim Moyse

Maire, conseiller régional



Directeur de la publication :

Jérôme Gosselin.

Directrice de l'information et de la communication : Sandrine Gossent.

Réalisation : service municipal d'information et de communication. Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.

Conception graphique : L'ATELIER de communication.

Mise en page : Aurélie Mailly.

Rédaction : Fabrice Chillet, Stéphane Nappez, Laurent Derouet, Ariane Duclert. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert. **Photographes :** Éric Bénard (E.B.), Jean-Pierre Sageot (J.-P.S.), Jérôme Lallier (J.L.), Loïc Seron (L.S.) **Distribution :** Benjamin Dutheil.

Tirage : 15 000 exemplaires. **Imprimerie :** IROPA 02 32 81 30 60.

TRANSPORTS

Gare à la gare !

Tandis que la COP 24 prévoit de favoriser les modes de transports sobres en carbone, et que le train constitue un outil de choix pour atteindre cet objectif, la Région et la SNCF ne visent qu'un équilibre comptable, entre investissements et rentabilité.

Les coulisses de l'info

Non, le service public ne saurait être évalué selon des critères uniquement économiques. Et pourtant, la prochaine ouverture à la concurrence des lignes ferroviaires régionales, l'évaluation de la rentabilité des guichets dans les gares, constituent autant de menaces qui pèsent sur un aménagement durable du territoire pour tous, y compris ceux qui sont le plus éloignés des grands centres urbains.

Une ambition à deux vitesses, c'est sans doute ce qui marque les perspectives en faveur du réseau ferroviaire normand de transport de voyageurs. D'un côté, avec son plan « Normandie Train 2020 », la Région s'est engagée avec l'État sur un programme audacieux de 1,4 milliard d'euros qui prévoit notamment la rénovation des voies les plus vétustes, l'achat de nouveaux trains et le passage de treize à seize allers-retours quotidiens sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre dès 2020. Dans le même temps, la Région semble afficher des ambitions moins élevées quand il est question d'assurer une équité de service public, en particulier pour les lignes et les infrastructures les moins rentables.

Quel accueil en gare pour demain ?

Des guichets seraient menacés dans les gares d'Oissel, de Serqueux, de Val-de-Reuil et d'Elbeuf/Saint-Aubin. Pour l'heure, il n'est pas encore question de fermetures de guichets mais de « solutions alternatives » pour la vente de billets régionaux.



« Une invitation claire à solliciter des opérateurs extérieurs, à mobiliser les communes d'abord et ensuite pourquoi pas des commerçants, des artisans, La Poste », lance Christophe Callay, secrétaire général des secteurs CGT cheminots Normandie. Une proposition qui pose de nombreuses questions et en particulier celle de la formation. Qui pourrait reprocher à un boulanger de ne pas connaître les correspondances pour Dieppe ou Caen ? De son côté, Vincent Bretteau, directeur général adjoint en charge des transports à la Région Normandie considère que l'évolution est inéluctable. « La baisse des ventes au guichet est de 15 à 20 % tandis que dans le même temps, l'achat de billets via des smartphones équivaut à 15 à 20 %. » Chiffres bien réels sans doute mais qui méritent une juste interprétation. Il paraît logique que la vente au guichet baisse quand les guichets ne cessent de fermer et que les voyageurs sont de plus en plus contraints de passer par l'achat en ligne.

La sécurité d'abord

L'autre problème est celui des infrastruc-



Le 5 avril, l'association SOS Gares et le maire Joachim Moyse étaient présents à la gare de Saint-Étienne-du-Rouvray pour recueillir les avis des voyageurs et les inviter à signer une pétition en faveur de « la réhumanisation des gares et des trains ».

PHOTO : J. L.

tures. À bien des égards, l'entretien des petites gares et des haltes ferroviaires fait défaut. Dès octobre 2018, le collectif SOS Gares avait pointé des dysfonctionnements et s'était mobilisé pour améliorer les conditions de sécurité. Six mois plus tard, c'est le temps du premier bilan. « En janvier, nous avons rencontré Jean-Baptiste Gastinne, alors vice-président en charge des transports à la Région qui nous avait indiqué que la

SNCF installerait des affichages lumineux et des alertes sonores dans les gares de Sotteville-lès-Rouen et Saint-Étienne-du-Rouvray dans les prochains mois », explique Jean-Louis Dalibert, président de l'association SOS Gares. Un vœu pieux mais sans résultat jusqu'à aujourd'hui. À la SNCF, une promesse peut donc en cacher une autre. ■

INFOS SOS Gares organise un rassemblement le 13 mai à 17 h 30 devant la gare d'Oissel.

ACCESSIBILITÉ

Halte stéphanaise : accès refusé

L'association SOS Gares a démontré qu'il était impossible pour des personnes à mobilité réduite de descendre à la gare de Saint-Étienne-du-Rouvray en empruntant la passerelle. Malheureusement ni Saint-Étienne-du-Rouvray, ni Sotteville-lès-Rouen ne font partie des gares retenues comme prioritaires lors d'une délibération du conseil régional du 23 juin 2016 pour ce type de travaux. La Région remet le sujet à 2024. Mais de quelle priorité parle-t-on quand il s'agit d'appliquer la loi pour tous et de la même manière et que le schéma directeur d'accessibilité des services ferroviaires nationaux, établi en juin 2016 stipule que « les points d'arrêt ferroviaires soumis à l'exigence de mise en accessibilité par l'ordonnance du 26 septembre 2014 désignent aussi bien les gares en tant qu'ERP (NDLR : établissement recevant du public) que les haltes et incluent les quais ou ouvrages permettant d'y accéder ».

À DEUX VITESSES L'ouverture à la concurrence

Le nouveau pacte ferroviaire est à l'œuvre en France. Voté en juin 2018, ce texte de loi, imposé après trois mois de mobilisation, entérine la réforme du statut juridique de la SNCF et permet notamment l'ouverture à la concurrence du transport de voyageurs. Une inquiétude pour les cheminots et une partie des usagers. Quid du service public sur tout le territoire, quid de la tarification ? Sur ce point, Vincent Breteau, directeur général adjoint à la Région Normandie, en charge des transports et de l'aménagement du territoire répond : « La convention que la Région signera fin 2019, début 2020 délimitera le champ de cette ouverture à la concurrence pour les dix prochaines années. Sachant que les lignes Paris-Caen-Cherbourg et Paris-Rouen-Le Havre ne devraient pas entrer dans ce cadre dans un premier temps. Mais qu'en tout état de cause, en 2030, et suivant le cadre légal, l'ouverture à la concurrence s'appliquera à l'ensemble du réseau. »

Quels pourraient être les avantages ou les risques d'une telle évolution ? Là encore, le point de vue de la Région est clair, concentré sur un gain d'économie potentiel : « À niveau de service équivalent, les opérateurs autres que la SNCF d'aujourd'hui sont entre 25 et 30 % moins chers. Dans le même temps, la Région mise sur une augmentation des recettes pour une meilleure attractivité et donc une augmentation des recettes. » Reste à savoir si cette économie ne se fera pas au détriment de la qualité de service accordé aux usagers.

RENCONTRE CITOYENNE Parlons-nous !

Les vendredis 26 avril et 3 mai derniers, les élus de la Ville sont allés à la rencontre des habitants au cœur des quartiers. Le maire Joachim Moysse et le député Hubert Wulfranc étaient notamment présents pour mieux entendre les attentes des Stéphanois-es et présenter les projets en cours. Ce besoin d'échange, d'écoute et de participation à la décision s'inscrit naturellement dans le cadre des revendications exprimées dans les cahiers de doléances.

Rue du Docteur-Cotoni d'abord, il s'agissait d'exposer une modification de voirie. « *On a décidé qu'à chaque fois qu'un projet de ce type se mettrait en place, nous irions en parler avec les Stéphanois. Ce réaménagement concerne une amélioration des conditions de circulation pour les véhicules mais aussi la mise en place d'une piste cyclable*, explique Pascal Le Cousin, adjoint au maire en charge de l'urbanisme et des espaces publics. *Même si la compétence voirie est passée dans le giron de la Métropole depuis janvier 2015, la Ville demeure associée avec ses techniciens à ces projets d'aménagements. Nous sommes vigilants à maintenir de la concertation.* »

Dans un même esprit, le 3 mai, les élus et les habitants se sont retrouvés place de l'Église pour se poser la question du cheminement. « *Pour que tout le monde trouve sa place dans l'espace public*, précise Pascal Le Cousin. *Les transports en commun, les voitures, les piétons et les vélos, les enfants et les personnes âgées. La Ville souhaite sécuriser l'ensemble des déplacements en particulier autour des écoles, de l'espace Georges-Déziré et des commerces.* »



PHOTO : J. L.



Cette journée de prévention s'inscrit dans le cadre du contrat local de santé portée par la Ville et l'Agence régionale de santé avec le concours des infirmières scolaires, de la CPAM et l'Union régionale des professionnels de santé chirurgien-dentiste.

PHOTO : L. S.

SANTÉ

Dent pour dent

Mardi 21 mars, tous les élèves de CP de l'école Jean-Macé ont pu profiter d'une visite de contrôle avec deux chirurgiens-dentistes. Un bilan positif malgré quelques caries.

DANS LE CADRE DE LEURS PARCOURS DE SANTÉ, TOUS LES ENFANTS DANS LEUR SIXIÈME ANNÉE PASSENT ENTRE LES MAINS DE L'INFIRMIÈRE SCOLAIRE ET/OU DU MÉDECIN SCOLAIRE POUR UN BILAN DE SANTÉ COMPLET. Vision, audition, taille, poids, troubles du langage et examen bucco-dentaire... tout y passe. Mais rien ne saurait remplacer l'œil du spécialiste. En mars dernier, l'Union régionale des professionnels de santé a mobilisé deux chirurgiens-dentistes pour réaliser ce bilan.

En une matinée, pas moins de 56 élèves ont été vus et des caries ont été détectées sur 31 d'entre eux.

« *Certains étaient déjà en cours de soin, pour d'autres, il était temps d'agir de manière urgente* », précise Anne-Valérie Deridder, infirmière scolaire. Il ne s'agissait pas seulement de faire le point sur la santé des dents des jeunes élèves car cette visite constituait aussi une manière de « *dédramatiser le rapport au dentiste*

qui peut encore faire peur à de nombreux enfants. Lever les peurs et insister sur la prévention ». L'image de l'arracheur de dents et de la fraise horripilante a encore la vie dure.

Ce bilan de santé bucco-dentaire était suivi le soir même par une rencontre avec les parents afin de faire passer le message de suivi des soins et engager les démarches pour les premiers rendez-vous. « *Notre objectif est aussi, lorsque c'est nécessaire,*

de faire du lien entre les parents et l'assistante sociale afin que le problème financier ne soit pas un frein pour l'accès aux soins. Nous sommes disponibles pour les accompagner dans les démarches.

Les accompagner sans les juger, précise Anne-Valérie Deridder, satisfaite de cette première opération. Avec l'espoir que nous puissions la renouveler et l'étendre pourquoi pas à un bilan ophtalmologique, avec des professionnels. »

Accompagner les familles

Macé-Wallon : recoudre les boutons

Une trentaine d'élèves des écoles Henri-Wallon et Jean-Macé se sont retrouvés autour de l'écriture et de la réalisation d'un court-métrage mettant en scène leurs rivalités d'écoliers.

Lorsqu'on écoute Mariama, on pense au roman de Louis Pergaud porté au cinéma par Yves Robert : « C'est l'histoire d'élèves de Macé et de Wallon qui... » On n'en dira pas davantage mais le film raconté par Mariama rappelle *La Guerre des boutons*. Et pour cause, il s'intitule *La Guerre des écoles*. Mais à une différence près : ce sont les « Longevernes » et les « Velrans » stéphanois eux-mêmes, à savoir les « Wallon » et les « Macé », qui en sont collectivement les auteurs, de A à Z. Et pour le coup, les jeunes scénaristes-réalisateurs-techniciens-acteurs, une trentaine au total, n'ont eu aucun mal à endosser, derrière et devant la caméra, le rôle de leurs rivaux dans la vraie vie : les « Macé » sont écrits et joués par des « Wallon » et vice-versa. D'une durée de dix à quinze minutes, la fiction aborde donc de front les tensions qui opposent parfois les « Longevernes » et

« Velrans » locaux (*Le Stéphanois* n° 203). « *Il y avait des petites rivalités entre les deux écoles, se souvient Malika Oulalite, coordinatrice à la Confédération syndicale des familles (CSF). À l'origine du projet, ce n'était pas plus grave que ça mais ça me faisait penser à La Guerre des boutons. J'ai proposé à nos partenaires du centre Jean-Prévost d'en faire un film...* »

« Travailler sur le mieux vivre ensemble »

L'idée n'aura pas mis beaucoup de temps à germer. La Ville la saisira au bond et obtiendra une subvention de la Caf. La CSF décrochera quant à elle un financement de la fondation Abbé-Pierre. « *Les enfants ont tout écrit eux-mêmes*, explique Guillaume Vigier, l'un des animateurs du projet. *Ils ont même réfléchi aux valeurs de plan et au découpage technique. Ce sont eux aussi qui tiennent la caméra et qui prennent le son.* » « *On les a*

juste guidés, confirme Jonathan Tamion, un autre intervenant (*Le Stéphanois* n° 240), *ils ont appris très vite !* »

Issu d'ateliers réalisés de janvier à avril sur les deux écoles, ce tournage ne doit rien à l'improvisation. Il aura aussi permis d'apaiser les cours de récré, comme l'explique Benoît Éderiche, le directeur de Wallon : « *Ce tournage nous a permis de travailler avec les enfants sur le mieux vivre ensemble et de resserrer nos liens avec les partenaires du quartier, la CSF, la Ville, etc. Sans compter que les ateliers suivis en amont ont aussi permis de travailler les compétences scolaires et de découvrir un monde qu'on ne connaissait pas !* »

Le film *La Guerre des écoles* sera projeté au centre socioculturel Jean-Prévost jeudi 13 juin. Il pourrait également faire l'objet d'une séance spéciale dans un cinéma de Rouen avant l'été. ■



PHOTO: GUILLAUME VIGIER

◀ Le court-métrage, écrit et réalisé par une trentaine d'élèves des écoles Wallon et Macé, a été tourné pendant les vacances d'avril. Enfants, parents, CSF, Ville et enseignants se sont retrouvés devant et derrière la caméra... malgré la météo.

LECTURE

Un auteur à suivre...

Les bibliothèques invitent l'écrivain Arno Bertina à l'espace Georges-Déziré. Il y rencontrera le public après la lecture d'extraits de son livre *Des Châteaux qui brûlent* par l'atelier de lecture à voix haute Les Mots ont la parole.

PARU FIN 2018, LE LIVRE D'ARNO BERTINA PROJETTE LE LECTEUR DANS LA TÊTE DE TRAVAILLEURS qui séquestrent le secrétaire d'État à l'Industrie après l'annonce de leur liquidation judiciaire. Ces ouvriers d'une usine d'abattage de poulets en Bretagne ressemblent comme des frères, comme des sœurs, aux « Goodyear », aux « Fralib » aux « Jeannette » et aux « Doux » qui, ces dernières années, ont lutté pour sauver leurs emplois et leur outil de travail. Parfois au prix de lourds sacrifices. Le récit de cette séquestration, vue alternativement par les ouvriers, le secrétaire d'État, sa conseillère, et, parfois, par un garde mobile, revêt une dimension tout à fait vraisemblable. On serait même tenté de dire « réaliste ».

Un texte sans manichéisme

Pourtant, il s'agit bien d'un roman. Un roman « chorale », polyphonique, que ces voix sous haute tension finissent par rendre plus vrai qu'une réalité – si proche quant à elle du mauvais rêve quand chaque année l'ONG Oxfam répète qu'une poignée d'ultra-riches détient autant de richesses que la moitié de l'humanité... La réalité (celle décrite dans la fiction) qu'expose Arno Bertina à la sensibilité du lecteur n'est cependant pas si simple qu'on



voudrait la voir dans certains médias, celle opposant des groupes homogènes dont un seul détiendrait la légitimité de l'action... Même la police, ici dépêchée aux grilles de l'usine, n'est jamais caricaturée. Seuls peut-être, journalistes et actionnaires, pourtant eux aussi acteurs du drame en train de se jouer, sont confinés hors champ par l'auteur.



L'écrivain Arno Bertina sera présent à l'espace Georges-Déziré, mardi 28 mai. Des extraits de son roman *Des châteaux qui brûlent* seront lus par l'atelier de lecture à voix haute Les Mots ont la parole.

© ANITA MICHALON

La raison ? Arno Bertina pourra y répondre mardi 28 mai à l'espace Georges-Déziré. Ce ne sera pas sa première visite à Saint-Étienne-du-Rouvray. Et ce ne sera sans doute pas la dernière...

LECTURE d'extraits de *Des châteaux qui brûlent*, mardi 28 mai, espace Georges-Déziré, 19 heures. Entrée libre.

TRANSPORTS

Au bout de la nuit

Du 25 mai au 30 juin, et donc pendant toute la période de l'Armada (du 6 au 16 juin), Astuce, le réseau des transports en commun de la Métropole, met en place une nouvelle grille horaire pour les lignes de métro, Teor, Fast et Noctambus. Une manière simple et pratique de profiter davantage des soirées en toute sérénité, en évitant les bouchons et en faisant du bien à la planète. Entre Rouen et Saint-Étienne-du-Rouvray en particulier, plusieurs lignes sont concernées par ces prolongations horaires, du lundi au samedi. Pour la ligne de métro à destination du Technopôle, le dernier départ à partir du Théâtre des Arts aura lieu à minuit. Même horaire pour un ultime départ, sur la ligne F3, à partir du Théâtre des Arts encore, vers

le pôle multimodal d'Oissel. Fidèle à ses missions, Noctambus, le bien nommé, se mettra au service des insomniaques avec un dernier départ du Théâtre des Arts à 4 h 30 du matin pour une arrivée aux Cateliers à 4 h 55. Enfin, le mois de juin verra la mise en circulation de la nouvelle ligne de Teor T4 qui assurera le lien entre la place du Boulingrin et le Zénith via, la gare Rue-Verte, et le parc du Champ-des-Bruyères. Une solution supplémentaire pour rejoindre Saint-Étienne-du-Rouvray, avec une desserte par l'ouest de la rive gauche. Jusqu'au 30 juin, un ultime départ de la gare rive droite sera programmé du lundi au samedi à 23 h 56 pour une arrivée au Zénith à 0 h 20.

INFOS Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site Astuce, reseau-astuce.fr

Tous contaminés au glyphosate ?

Depuis plusieurs années, la bataille du glyphosate – herbicide le plus utilisé au monde – fait rage. Aujourd'hui, de nouvelles voix se joignent au débat : les « pisseurs involontaires » de glyphosate.

C'est fin 2018 que démarre la campagne des « pisseurs involontaires », à l'initiative d'un faucheur d'OGM ariégeois, Dominique Masset. L'objectif était de détecter d'éventuelles traces de l'herbicide dans les urines et le constat est sans appel : les 1 300 volontaires venus de 70 départements sont tous contaminés. Une pierre de plus dans le jardin de Bayer-Monsanto qui, avec son Roundup à base de glyphosate classé depuis 2015 « cancérogène probable » par le CIRC*, doit déjà affronter quelque 11 000 procédures aux États-Unis. Les enjeux financiers sont colossaux et la polémique empoisonne le débat. « Nous avons pris toutes les précautions pour éviter la contestation : les prélèvements s'effectuent sous contrôle d'huissier et nous mesurons bien le glyphosate et non son produit dégradé, l'AMPA qui peut provenir d'autres sources », précise l'Ariégeois. Les échantillons sont ensuite analysés en Allemagne

par le laboratoire BioChek, créé par Monika Krüger spécialiste reconnue des effets des pesticides sur la santé.

Des citoyens cobayes

Jean-Michel Drevon habite Saint-Étienne-du-Rouvray et a voulu faire le test qui lui a coûté 135 €. Verdict : 1,45 ng/ml, un taux inférieur à la moyenne des 40 échantillons prélevés le 1^{er} mars dernier, lors de la Nuit du glyphosate à Rouen, (taux entre 0,4 et 3,7 ng/ml au regard du taux maximum autorisé par l'Europe dans l'eau potable de 0,1ng/ml). « Les écarts m'ont surpris, reconnaît le Stéphanois. Ils n'étaient pas nécessairement le reflet de nos habitudes de vie. » Preuve que la contamination dépasse le seul canal alimentaire : « Elle est dans l'air et dans l'eau. »

Peut-on dès lors y échapper ? Et est-ce si grave ? Pourquoi la toxicité du glyphosate ne fait-elle toujours pas l'unanimité entre

les scientifiques ? Caroline Amiel est microbiologiste à l'université de Caen et travaille sur les pesticides. Elle n'hésite pas à interroger la fiabilité des agences sanitaires : « Il y a un vrai sujet sur notre rapport à la science, notre capacité à remettre en question des résultats acquis. Sur le glyphosate, les données manquent, les études sont partielles et ne prennent pas en compte tous les effets », pense-t-elle ; faute de financements ou de volonté. À défaut donc, les citoyens feront les cobayes. La campagne avait deux objectifs : recueillir des données à partir de questionnaires distribués et faire bouger les lignes. Après l'analyse d'urine, direction donc le tribunal, la suite logique. « Nous irons porter plainte », promet Jean Michel Drevon. Comme déjà 400 autres « pisseurs involontaires » de glyphosate.

* Centre international de recherche sur le cancer, agence liée à l'Organisation mondiale de la santé



◀ Le glyphosate présent dans les urines n'est pas nécessairement le reflet de nos habitudes alimentaires. Le pesticide est également présent dans l'air et dans l'eau.



En mars et avril, les grilles du centre hospitalier du Rouvray témoignaient du malaise des soignants face à leurs conditions de travail.

PHOTOS: J.-P.S.

Hôpital : au-delà du malaise...

Beaucoup de soignants des hôpitaux sont épuisés, démoralisés. Mais plus que le manque de moyens, ils dénoncent la perte de sens au travail et une gestion déconnectée du terrain...

« **N**on à la maltraitance ». Ces quatre mots bombés sur un drap blanc, les personnels et les patients du centre hospitalier du Rouvray (CHR) les lisent à chaque fois qu'ils en passent les grilles, depuis des semaines. De l'autre côté de la Seine, à Rouen, au CHU Charles-Nicolle, Pierrette*, aide-soignante non syndiquée, parle de « *comptes*

d'apothicaires dans la gestion humaine », de « *cadres qui appliquent les consignes de la direction à la lettre, complètement coupés du terrain* » et de « *collègues rappelés au travail pendant leur repos* ». Dans le même établissement, Évelyne Bourgeois, agent de service hospitalier et représentante CGT, alerte sur la situation de « *personnels épuisés* », sur l'« *augmentation de l'absentéisme et des burn-out* ». Là encore, il est question

Les coulisses de l'info

La rédaction a rencontré des dizaines de soignants lors de cette enquête. Elle a sollicité l'Agence régionale de santé (ARS) à plusieurs reprises. L'ARS n'a pas donné suite à nos demandes. La direction du CHU de Rouen nous a quant à elle réorientés vers la Fédération hospitalière française (FHF)... Et la direction du centre hospitalier du Rouvray (CHR) a annulé notre rendez-vous la veille de notre interview.



de personnels qui « ont l'impression d'être maltraitants car ils n'ont pas les moyens de prendre soin des patients correctement ».

Plus haut, à Mont-Saint-Aignan, ce sont les personnels de la maternité publique du Belvédère qui se mettaient en grève pour dénoncer les « incohérences » du système et le malaise de leur profession. Malaise également observé par le député Hubert Wulfranc, qui a réalisé avec d'autres parlementaires un tour de France des hôpitaux (lire nos pages suivantes) : « Ce malaise, on l'a beaucoup ressenti, notamment au Belvédère où il y a une kyrielle de cadres en arrêt maladie. »

À tous les échelons de la chaîne de soins, les personnels expriment leur fatigue, leur sentiment d'être maltraitants faute de moyens humains suffisants, et cela, à cause d'une gestion déconnectée du terrain. En décembre dernier, la start-up 360 Medics mettait ce malaise un peu plus en lumière. Elle publiait son 2^e baromètre du moral des soignants, réalisé auprès de 6 195 d'entre eux. Le baromètre évoque « un système de santé qui s'enfonce dans la dépression et qui conduit à des incidents médicaux de sécurité sur les patients ». Il révèle en outre qu'« un soignant sur deux a déjà subi un burn-out ».

Dégradation accélérée

Et la situation ne ferait que se dégrader. Or ce malaise, cette épidémie de burn-out, font courir un « péril » aux patients souligne encore le baromètre qui ajoute que « plus de

50% des soignants estiment que, la société n'est pas consciente de leurs difficultés, et qu'ils sont livrés à eux-mêmes ». Si peu écoutés, jusqu'à être parfois obligés de mener des actions extrêmes pour se faire entendre de leur hiérarchie, comme au printemps 2018, lors du conflit qui a mené huit soignants du CHR à faire jusqu'à dix-huit jours de grève de la faim (*Le Stéphanois* n°249). « Et pourtant, la situation est pire aujourd'hui qu'il y a un an : il y a davantage de suroccupation, davantage de gamins hospitalisés dans des unités adultes. On ne respecte pas la loi », dénonce Jean-Yves Herment, l'un des ex-grévistes de la faim et représentant CFDT.

Plus qu'un simple sentiment donc, cette réalité où plane partout le mot « maltraitance » se manifeste désormais chez les citoyens : « Près de 9 Français sur 10 estiment que l'hôpital est aujourd'hui "en danger" », révélait plus récemment, en mars, un sondage Ipsos commandé par la Fédération hospitalière française (FHF).

Perte de sens

Sur le banc des accusés, il y a certes le manque criant de moyens alloués à l'hôpital. Mais ce n'est pas tout. Les dizaines de soignants rencontrés lors de cette enquête, médecins, infirmiers, aides-soignants, agents d'entretien, dénoncent un autre phénomène qui est selon eux à la racine de cette « maltraitance institutionnelle ». C'est en effet une « perte de sens » au travail qu'ils pointent tous azimuts : « Il y a un manque

de sens, on est face à une logique comptable qui, dans un cadre très contraint, nous réduit à des protocoles. Il n'y a plus aucune réflexion » (René Navarette, infirmier CGT au CHR) ; « On a déshumanisé notre travail, et on ne parle plus que de pognon, de protocole, alors qu'il faudrait lui redonner du sens » (Sébastien Ascouet, cadre de santé CGT au CHR) ; « On fait notre travail pour faire le bien et on se retrouve à faire de la maltraitance. On ne sait plus quel sens donner à notre travail » (Ariane*, infirmière au CHU, non syndiquée) ; « On a des directeurs qui ne pensent qu'à rendre l'hôpital rentable mais la santé n'est pas une marchandise. C'est de la folie, tout est lié au coût ! » (Évelyne Bourgeois, CGT).

Système ultra-pyramidal

Mais comment expliquer que des personnels dévoués en arrivent à ne plus savoir quel sens donner à leur travail ? « C'est parce que nous devons faire constamment face à des choix qui ne sont pas orientés par le soin mais par une vision idéologique », explique Gilles Barthe, psychiatre qui assure avoir démissionné du CHR pour cette raison, « nous sommes sans cesse confrontés à des décisions financières impossibles à comprendre ».

Son confrère Benoît*, psychiatre non syndiqué et quant à lui encore en poste au CHR, estime que la cause de ce malaise généralisé viendrait d'une organisation du travail exclusivement « descendante » qui ne tiendrait jamais compte de la réalité du

terrain. « On finance l'hôpital en fonction des priorités de l'Agence régionale de santé, et donc du ministère, et non plus sur des problématiques de soins du territoire : plus les projets de soins sont dans les tuyaux du ministère, plus on a de moyens. Et quand la priorité du ministère c'est l'autisme mais que sur le terrain on a un besoin en gynécologie, eh bien, il faut pondre un projet gynécologique en lien avec l'autisme... »

Bienvenue en absurdie donc. Une absurdie en forme de pyramide, de surcroît, comme la décrivent les soignants : « On a un problème

de démocratie médicale, c'est un système ultra-pyramidal dans lequel ni les patients ni les soignants n'ont voix au chapitre », se désole René Navarette. « Elle est là, la souffrance institutionnelle, on la touche du doigt, ajoute Sébastien Ascouet, il y a urgence à s'occuper de ça mais en haut, il y a toujours autant de mépris. »

Mépris ou altitude trop élevée ? Nous ne le saurons pas. Ni l'Agence régionale de santé (ARS), ni les directions du CHR et du CHU n'ont accepté de nous rencontrer...

* Les prénoms ont été changés.

L'hôpital victime de choix idéologiques

La réduction des dépenses publiques met l'hôpital en danger. Et « en même temps », l'État laisse plus de 200 Md€ de recettes fiscales lui échapper. Un choix purement idéologique...

« Nous avons vu des équipes qui ont le sentiment d'être maltraitées parce qu'elles n'ont pas suffisamment de moyens humains et de temps pour soigner les patients, nous avons entendu des professionnels nous parler de la perte de sens de leur travail, nous avons vu un hôpital soumis à la seule logique financière. » Ces paroles du député communiste du Nord Alain Bruneel résument le tour de France des hôpitaux effectué par les parlementaires communistes depuis plus d'un an. Le constat est partagé par le député Hubert Wulfranc qui a lui aussi participé à ce tour de France. Ce qu'il a vu et entendu est tout autant inquiétant : « La question des moyens est évidente, mais à côté de ça, et pas seulement dans le domaine de la santé, il y a une technocratisation à l'extrême des politiques publiques. Il y

a un autoritarisme du pouvoir qui fait relayer ses décisions politiques par un corps de hauts fonctionnaires, ici par l'Agence régionale de santé (ARS), là par le rectorat, là encore en forçant les sociétés d'HLM à se regrouper et à vendre leur patrimoine. La démocratie de terrain est verrouillée. Le sommet n'entend plus aucune remontée. Il y a là un vrai autoritarisme sur tout le champ de la vie économique et sociale. L'ARS en est l'illustration flagrante : c'est un relais archi-opaque aux élus locaux et aux professionnels de terrain, aux populations et aux usagers. »

Le 10 janvier 2018 et le 18 mars derniers, les parlementaires communistes ont invité des délégations de soignants de tout le pays à travailler à des propositions de loi afin d'améliorer la situation.

Pas sûr que la majorité présidentielle s'en empare. Elle lui préférera sans doute le pro-

jet de loi de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn. Une « loi Buzyn » que le député Bruneel qualifie de « simulacre de réponse » et dont la matrice, une fois encore, relèverait de « la seule logique financière ».

Tension ordinaire

Cette logique financière ne semble toutefois fonctionner que dans un seul sens, celui de la réduction des dépenses publiques. Après dix-huit ans de déficit (le fameux « trou de la Sécu »), la Sécurité sociale est certes revenue à un équilibre relatif (- 2,5 Md€ sur un budget de 377 Md€) mais au prix, notamment, de la suppression de 15 000 lits dans les hôpitaux français entre 2007 et 2016, comme le note la Cour des comptes. On peut bien entendu y voir un effet souhaité du « virage ambulatoire ». Mais, comme le pointe François Hiss, ambulancier CGT au Samu de Rouen,





Les parlementaires communistes estiment que les dépenses d'assurance maladie nécessiteraient une progression annuelle de 4,5 % (soit 5 Md€ par an) alors que le gouvernement l'a limitée à 2,3 % en 2018 et 2,5 % en 2019. Si 2 % seulement de la fraude fiscale évaluée étaient récupérés par l'État, l'hôpital retrouverait les moyens nécessaires à son bon fonctionnement...

PHOTO : J.-P. S.

ledit virage peut s'avérer incontrôlé : « On fait sortir les gens et on les retrouve vingt-quatre heures plus tard aux urgences où on est parfois obligés de tripler la place dans les box individuels, avec des gens qui restent plusieurs jours sur un brancard ! » Selon l'ambulancier, la direction du CHU déclencherait ainsi le plan « Hôpital en tension » pour faire face au manque chronique de lits. Ce plan serait destiné à « adapter les moyens en fonction des activités cycliques liées aux saisons », explique Stéphane Aubert, délégué régional de la Fédération hospitalière française (FHF). Mais que penser d'une « saisonnalité » qui durerait, aux dires de François Hiss, « 10 mois sur 12 » ?

Des milliards envolés

Et tandis qu'il fait de la réduction des déficits publics son *credo*, l'État continue de baisser les cotisations sociales qui sont pourtant à la source du financement de la Sécu, et donc, des hôpitaux. En pérennisant le CICE sous forme de baisses de cotisations pour les employeurs (-20 Md€ sur les 248 Md€ reversés à la protection sociale) et en baissant celles des salariés (-21,5 Md€ sur les 94 Md€ reversés à la protection sociale, dont le budget global est de 650,4 Md€) puis en les transférant en partie vers la CSG, c'est la

Sécu, et donc les soignants et les patients, qui en payent douloureusement la facture. Et c'est le même État qui, selon la Cour des comptes, lutte de manière plutôt molle contre la fraude aux cotisations sociales des employeurs, qu'elle estime à 25 Md€. Le même État qui, selon la commission des finances de l'Assemblée nationale, se prive chaque année de 100 Md€ de recettes fiscales via les niches fiscales. Le même État qui, selon l'universitaire britannique Richard Murphy*, « refuse de mesurer son évasion fiscale illégale et encore moins de prendre des mesures pour y remédier », une fraude que l'universitaire évalue en France à 117,9 Md€ par an (mettant ainsi le pays dans le trio de tête des états européens où la fraude est la plus lourde, avec l'Italie et l'Allemagne). Richard Murphy écrit : « La moitié des pays de l'Union européenne ont une évasion fiscale qui pourrait excéder leurs dépenses de santé, et souvent dans des proportions considérables. » Mais il est peut-être plus « aisé » de faire peser l'idéologie de la réduction des dépenses publiques sur les soignants et les patients que de lutter contre la fraude massive des ultra-riches... ■

* *The European Tax Gap*, un rapport pour le groupe socialistes et démocrates au parlement européen, janvier 2019.

INTERVIEW

« La santé, c'est l'affaire de tous »

Nicole Auvray est conseillère municipale déléguée à la santé.

Que fait la Ville pour la santé de ses habitants ?

Depuis 2012, avec le contrat local de santé (CLS), la Ville s'est saisie d'une compétence qui n'était pas la sienne. Elle a le souci que chacun puisse accéder aux soins et à ses droits. Grâce au CLS, la Ville pouvait notamment travailler sur les comportements à risque comme la malbouffe et l'inactivité physique... Elle pouvait également mieux lutter contre l'habitat dégradé. Tout cela lui permettait d'agir sur ce qu'on appelle les « déterminants de santé » qui concernent tous les domaines de la vie comme le logement, le sport, la culture... Notre second CLS s'est terminé en décembre 2018. Nous étions partants pour en signer un troisième mais l'Agence régionale de santé (ARS) a fait le choix de suspendre les CLS. L'ARS réfléchit à les transférer aux Métropoles. Les élus stéphanois sont montés au créneau car seules les communes connaissent assez finement leurs populations pour mettre en place les actions adaptées. On a tout de même réussi à poursuivre nos actions via l'atelier santé ville. Nous formons aujourd'hui une quinzaine d'ambassadeurs santé parmi les habitants volontaires. Charge à eux de sensibiliser leurs voisins et les conseiller pour agir sur les déterminants de santé. Car la santé n'est pas qu'un problème de spécialistes, c'est aussi l'affaire de tous.

Quelle est l'offre de soins dont dispose Saint-Étienne-du-Rouvray ?

D'ici 2021, de nombreux médecins partiront à la retraite sans trouver de remplaçants. Nous sommes certes proches des urgences du CHU mais ce n'est pas une solution. Nous alertons l'ARS sur cette problématique mais elle semble démunie. Elle retravaille à une nouvelle carte des déserts médicaux. Va-t-on demander aux villes de se substituer à l'État pour investir ou accompagner financièrement de jeunes médecins alors que les dotations ne cessent de diminuer ?

Tribunes libres

Élu.e.s communistes et républicains

Lors de sa conférence de presse du 25 avril dernier, Emmanuel Macron a annoncé de nouvelles orientations pour le pays, s'appuyant sur le constat que la France « travaille beaucoup moins que ses voisins ». C'est faux ! Si la duperie est de mise chez les marcheurs, rappelons que selon Eurostat (organisme officiel de la Commission européenne chargé de l'information statistique), les salariés français sont parmi les plus productifs du monde en travaillant plus en moyenne que les Allemands... avec moins de jours fériés que la moyenne en Europe.

Alors que sont posées les questions de l'amélioration réelle et rapide du pouvoir d'achat, de la justice fiscale avec le rétablissement de l'ISF et la mise à contribution des ultrariches, du développement des services publics et de la démocratie, de l'augmentation du Smic et des salaires, etc., le président a préféré se livrer à un exercice d'autosatisfaction basé sur des constats mensongers que de répondre aux exigences populaires.

Le 26 mai, dans le cadre des élections européennes, nous serons appelés aux urnes pour un scrutin à un tour et à la proportionnelle. Saisissons-le pour mettre un carton rouge à ces politiques libérales !

TRIBUNE DE Joachim Moyses, Francine

Goyer, Pascal Le Cousin, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najia Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Nicole Auvray, Daniel Vezie, Hubert Wulfranc, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette, Agnès Bonvalet.

Élu.e.s socialistes écologistes pour le rassemblement

Lors de sa conférence de presse, le président a, une fois de plus, fait la sourde oreille face aux urgences sociales et écologiques.

Il n'y aura pas de revalorisation du plan pauvreté, ni des salaires, ni des retraites agricoles. Macron évoque une réindexation des retraites inférieures à 2000 euros en 2020 ? Il annonce une mesure qui existe déjà : les députés socialistes ont obtenu cette mesure par leur recours auprès du Conseil constitutionnel.

De plus, Macron engage de nouvelles régressions sociales avec l'allongement de la durée de cotisation retraite. Le prétexte ? Les Français-es travailleraient moins que leurs voisins. Mais ceci est faux ! Il nous enfume, en promettant un durcissement de l'asile alors que ce sujet n'est pas au cœur des revendications sociales ni du grand débat. La situation exige de mettre à l'abri cette population. Notre démocratie exige aussi de garantir la liberté d'informer et de manifester. L'écologie aussi peut attendre : rien d'autre n'est proposé que la création d'un « conseil de défense écologique » aux contours et aux missions floues.

Tout ceci ne peut conduire qu'à l'exaspération des personnes réclamant justice sociale et écologique.

TRIBUNE DE Danièle Auzou, Patrick

Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Réjane Grand Colombel, Gabriel Moba M'buili.

Génération.s SER

Face aux demandes sociales et économiques, pour mieux vivre par l'éducation, l'emploi et le pouvoir d'achat, les orientations prises suite au « grand débat » sont de « petites décisions ». La constitution d'un fonds de garantie versé aux mères célibataires est une bonne chose. Mais la logique libérale reprend le dessus par la dérégulation du marché du travail et le démantèlement des services publics.

Avec Benoît Hamon, et nos candidats locaux Laura Slimani, élue à Rouen et Jean-Yves Billoiré-Tennah, maire de Tôtes, nous choisissons le projet d'une Europe plus juste et plus durable : un « new deal vert » européen pour un grand plan d'investissement de 500 milliards d'euros sur 5 ans qui permettra de créer des centaines de milliers d'emplois pour vraiment changer de modèle de développement ; un impôt européen sur la fortune ; un Smic européen avec une convergence progressive ; le droit à l'IVG pour toutes les femmes ; la lutte contre les lobbies.

Au Mouvement Génération.s, nous sommes de gauche, écologistes et européens. À la différence d'autres partis, nous refusons toute alliance avec la droite et les libéraux. L'espoir revient, rejoignez-nous ! Comité St Etienne du Rouvray 06 65 07 65 79.

TRIBUNE DE David Fontaine, Pascale

Hubart, Samia Lage, Thérèse-Marie Ramarason, Antoine Scicluna.

Élu.e Droits de cité mouvement Ensemble

Le blabla du grand débat a occupé tous les écrans. Tout est fait pour nous détourner des élections européennes. Le seul enjeu serait de savoir qui sera en tête, Macron ou Le Pen ou que l'électorat populaire s'abstienne. Pourtant, les choix politiques européens marquent notre vie quotidienne.

Nous voulons une Europe sociale, démocratique, écologique. Une Europe avec des lois qui réglementent le travail, qui protègent les travailleurs. Une Europe des services publics qui protègent toute la population. Nous exigeons l'impôt sur la fortune partout. L'argent existe. Face aux désastres écologiques, seules des mesures concrètes, avec l'argent qui va avec, pourront transformer le monde.

À gauche, l'unité pour une telle perspective n'est pas au rendez-vous. Pourtant, le 26 mai, oui, il faudra voter. Toute abstention à gauche est une prime pour Macron et l'extrême droite. Il y a tout à craindre d'un Parlement européen très à droite !

Votons, à gauche, pour la liste qui vous apparaîtra porter l'orientation répondant le mieux à nos revendications, en lien avec toutes nos luttes, celles des Gilets Jaunes, des jeunes, de l'Éducation nationale, des Hôpitaux, des chômeurs, des salarié.e.s.

TRIBUNE DE Michelle Ennis.

Élu.e.s vraiment à gauche, soutenus par le NPA

Macron a donc conclu son « grand débat » par toujours plus de macronisme ! À l'entendre, les gilets jaunes et la colère sociale qui s'est exprimée depuis six mois l'auraient changé profondément (on n'a pas vu en quoi)... mais visiblement pas son obstination à appliquer des mesures en faveur des riches et des patrons. Augmentation de la durée de cotisation pour les retraites, les maisons de services au public qui vont se multiplier à la place des services publics, une baisse de l'impôt sur le revenu, mais financée par le « travailler plus » et/ou la baisse des dépenses publiques. Rien sur l'augmentation du Smic, sur le rétablissement de l'ISF, sur les 140 milliards de CICE pour rien, ni sur les questions environnementales.

On repassera donc plus tard pour la justice sociale, fiscale et l'urgence écologique !

Macron confirme son cap, à nous de garder le nôtre : manifestons, occupons et bloquons par la grève pour la défense des services publics, l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux, l'arrêt des cadeaux fiscaux aux actionnaires, des mesures radicales contre le réchauffement climatique. Et l'argent nécessaire on le prendra dans les caisses du patronat !

TRIBUNE DE Philippe Brière,

Noura Hamiche.

Élections européennes le 26 mai

Les élections européennes ont lieu dimanche 26 mai de 8 à 18 heures. Afin d'améliorer les conditions de vote dans les locaux de l'école maternelle Paul-Langevin, un second bureau de vote (n°18) est mis en place au même endroit que le bureau n° 7. Les personnes concernées par ce changement ont reçu l'information par courrier. Par ailleurs, toutes les personnes sous tutelle ont le droit de voter (même celles qui étaient privées du droit de vote dans le jugement de tutelle). Elles peuvent s'inscrire sur les listes électorales jusqu'au jeudi 16 mai.

Permanence des impôts

Le centre des Impôts organise des permanences pour aider les usagers à faire leur déclaration de revenus en ligne : vendredi 10 mai de 13 h 30 à 17 heures à la maison du citoyen et mardi 21 mai de 13 h 30 à 17 heures à l'hôtel de ville. Par ailleurs, des urnes pour déposer le formulaire papier sont installées à l'hôtel de ville, à la maison du citoyen, au service état civil et au CCAS jusqu'au 16 mai. Attention, elles sont destinées uniquement aux usagers en incapacité de faire leur déclaration en ligne. Une pénalité de 15 € pourrait être appliquée au bout de deux déclarations papier.

Permanence emploi à l'ACSH

L'Association du centre social de La Houssière (ACSH) vient de mettre en place un espace emploi formation en partenariat avec Pôle emploi. Chaque troisième mardi du mois, de 14 à 16 heures, une conseillère de Pôle emploi sera présente dans les locaux de l'ACSH (17 bis avenue Ambroise-Croizat) pour répondre aux questions des bénéficiaires stéphanois. Prochaine permanence mardi 21 mai de 14 à 16 heures.

SUR RENDEZ-VOUS Auprès de Farid Krim au 02 32 91 02 33

Avis aux écrivains et auteurs stéphanois

La rédaction est régulièrement sollicitée par des écrivains stéphanois. Mais le journal municipal n'ayant pas de rubrique dédiée à la vie littéraire locale, la rédaction ne peut pas satisfaire à leurs demandes. La rédaction se fait néanmoins l'écho de leur travail lorsqu'une structure municipale (bibliothèques, centres socioculturels, Le Rive Gauche, etc.) a programmé un événement en lien avec l'œuvre en question. Toutefois, devant l'effervescence littéraire stéphanoise, la rédaction informe les écrivains et auteurs stéphanois qu'une page du futur site internet de la Ville leur sera consacrée dès septembre prochain. Sur simple demande adressée à serviceinformation@ser76.com, l'auteur recevra un formulaire qu'il devra remplir et renvoyer à la rédaction. Cette dernière se fera le plaisir de mettre ces éléments en ligne.

Les fréquences de la TNT changent

Des changements de fréquence vont être réalisés dans la nuit du 13 au 14 mai sur les émetteurs TNT, cela peut avoir pour conséquence la perte de certaines chaînes de télévision pour les Stéphanois recevant la télévision pour une antenne râteau (immeuble ou maison individuelle). Ils devront donc procéder à une recherche de chaînes à partir de la télécommande et/ou de l'adaptateur TNT.

RENSEIGNEMENTS Au 0 970 818 818 ou sur recevoirlatnt.fr

DÉCHETS

COLLECTES DÉCALÉES

Jeudi 30 mai étant férié, la collecte des ordures ménagères a lieu vendredi 31 mai et celle des déchets végétaux samedi 1^{er} juin.



PHOTO: J.-P.S.

ENVIRONNEMENT

LUTTE CONTRE LE FRELO ASIAIQUE



Tout Stéphanois suspectant ou découvrant à son domicile un nid de frelons asiatiques doit contacter la plateforme départementale pour y faire le signalement du nid et obtenir les renseignements sur la conduite à tenir, soit par téléphone au 02 77 64 57 76, soit par voie numérique www.frelonasiatique76.fr

ENQUÊTE

RESSOURCES ET CONDITIONS DE VIE

L'Insee réalise jusqu'au mois de juin une enquête sur les ressources et les conditions de vie. Des Stéphanois seront interrogés par une enquêtrice de l'Insee, munie d'une carte officielle. Ils seront prévenus individuellement par lettre et informés du nom de l'enquêtrice.

Agenda

CITOYENNETÉ

JEUDI 23 MAI

Conseil municipal supplémentaire

Un conseil municipal supplémentaire a lieu à 18 h 30, salle des séances. Lors de ce conseil municipal, les questions suivantes seront abordées : PLUI (plan local d'urbanisme intercommunal) et le PLH (programme local de l'habitat).

SANTÉ

LUNDI 13 MAI ET JEUDI 6 JUIN

Vaccinations gratuites

Le Département organise des séances de vaccinations gratuites pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, lundi 13 mai de 16 h 30 à 18 heures, au centre médico-social rue Georges-Méliès, et jeudi 6 juin de 16 h 45 à 18 h 15, au centre médico-social Croizat, 41 rue Ambroise-Croizat.

► Renseignements au 02 76 51 62 61.

MARDI 14 MAI

La santé dans l'assiette

Dans le cadre des Rendez-vous de l'info, la discussion portera sur « La santé dans l'assiette : conseils en nutrition ».

► De 9 à 11 heures, centre socioculturel Georges-Brassens. Renseignements au 06 79 08 56 23.

MERCREDI 22 MAI

Addictologie

Dans le cadre des Rendez-vous de l'info, l'association La Boussole interviendra sur le thème « Jeux, alcool... Comment réagir face aux addictions ? »

► De 9 à 11 heures, bibliothèque Louis-Aragon. Renseignements au 06 79 08 56 23.

MARDI 28 MAI

Accidents domestiques

Dans le cadre des Rendez-vous de l'info, l'association Agir ABCD parlera de la prévention des accidents domestiques.

► De 9 à 11 heures, centre socioculturel Georges-Brassens. Renseignements au 06 79 08 56 23.

SPORT

MARDI 14 MAI

Soirée multi-fitness

Le service municipal des sports organise une soirée multi-fitness qui se déroulera dans le parc omnisports Youri-Gagarine. Ce cours permettra de faire travailler l'ensemble de son corps, aussi bien sur le plan cardiovasculaire que musculaire, tout en profitant des installations du parc.

► De 18 h 15 à 19 h 50, parc omnisports Youri-Gagarine. Ouvert aux adhérents de « Sport pour tous », chaque adhérent peut venir accompagné d'une personne extérieure au dispositif. Renseignements à l'accueil de la piscine Marcel-Forzou ou au 02 35 66 64 91.

SENIORS

LUNDI 20 MAI

Action « conduite seniors »

Dans le cadre de « Roulez Stéphanois », les seniors, accompagnés d'un moniteur d'auto-école, sillonneront les rues de la ville et en particulier les parcours qu'ils empruntent quotidiennement, ceux qui leur posent problème ainsi que les manœuvres pour lesquelles ils rencontrent des difficultés. Parallèlement à cette action, seront mis en place des ateliers autour de l'alcool, des médicaments et du temps de réaction au volant.

► De 13 h 30 à 16 h 30, au foyer Geneviève-Bourdon.

MERCREDI 22 MAI

Danses de salon

Atelier animé par des bénévoles. Résidence autonomie Ambroise-Croizat, à partir de 14 heures.

MERCREDI 29 MAI

Atelier « Jeux des méninges »

Rencontre ludique pour faire travailler sa mémoire et en limiter les troubles.

► De 14 à 16 heures, résidence autonomie Ambroise-Croizat. Renseignements au 02 32 95 93 58.

LUNDI 3 JUIN

Sortie cinéma



Le service vie sociale des seniors propose une sortie cinéma au Grand Mercure à Elbeuf pour le film *Monsieur Je-Sais-Tout* de François Prévôt-Leygonie et Stephan Archinard avec Arnaud Ducret et Max Baissette de Malglaive.

► Réservations lundi 27 mai par téléphone au 2 32 95 93 58 à partir de 10 heures, dans la limite des places disponibles. Prix de la place : 2,50 €, transport compris.

ANIMATIONS

VENDREDI 17 MAI

Soirée sud-ouest

Une soirée sud-ouest est organisée au centre socioculturel Georges-Brassens de 19 h 30 à 22 heures.

► Renseignements auprès du centre au 02 32 95 17 33.

SAMEDI 25 MAI ET 8 JUIN

Manille coïncée

Le comité des quartiers Saint-Étienne-du-Rouvray centre organise un concours de manille coïncée à la salle Coluche, rue de Paris. 8 € (7 € pour les adhérents).

► Renseignements au 06 65 52 98 86.

DIMANCHE 26 MAI

Journée du souffle

L'Amicale du personnel hospitalier du Rouvray organise la journée du souffle.

► Renseignements au 02 32 95 11 48 (du lundi au vendredi de 13 heures à 16 h 30) ou aphr-secretariat@bbox.fr

MERCREDI 5 JUIN

Dématérialisation des démarches

Ce Rendez-vous de l'info portera sur la dématérialisation des démarches administratives, avec l'Association du centre social de La Houssière.

► De 9 à 11 heures, bibliothèque Louis-Aragon. Renseignements au 06 79 08 56 23.

DIMANCHE 23 JUIN

Rallye touristique

Le comité des quartiers Saint-Étienne-du-Rouvray centre organise un rallye touristique.

► Renseignements et inscriptions avant le 31 mai au 06 65 52 98 86.

CULTURE

MUSIQUE ET DANSE

17, 18 ET 19 MAI

Yes or notes

Lire p. 2

DANSE

SAMEDI 11 ET MERCREDI 29 MAI

Stage de hip-hop

Stage en compagnie de Cash-Mire, samedi 11 mai pour les jeunes à partir de 12 ans, et mercredi 29 mai pour les enfants entre 8 et 12 ans.

► De 14 heures à 16 h 30, centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

CONCERTS

MERCREDI 15 MAI

Camélia Jordana



Dans le cadre du festival Culturissimo, Camélia Jordana présente *Lost*, son dernier album. Il est chanté en français, en anglais et en arabe, donnant voix à la richesse et la diversité des cultures en France.

► 20 heures, Le Rive Gauche. Gratuit, dans la limite des places disponibles. Invitations à retirer à l'Espace culturel E. Leclerc de Saint-Étienne-du-Rouvray. Renseignements au 02 35 64 36 49.

MARDI 21 MAI

Soirée guit'art

Au conservatoire de musique et de danse, la guitare a l'art d'être multiple ! Folk, classique, électrique... les guitares seront toutes présentes à cette soirée au programme éclectique orchestrée par des professeurs et des élèves du conservatoire.

► 20 heures, centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée gratuite. Renseignements et réservations auprès du centre ou au 02 32 95 17 33.

GRAFF

MERCREDI 22, SAMEDI 25 ET MERCREDI 29 MAI

Réalisation d'un graff

C'est avec l'artiste rouennais Kejo que les jeunes à partir de 11 ans pourront s'initier et réaliser une fresque.

► De 14 à 17 heures, centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

EXPOSITIONS

JUSQU'AU 18 MAI

« In The Flow » de Matthieu Boucherit

Pour cette exposition, Matthieu Boucherit propose un double propos à la fois sur la mobilité des images et ses transformations qu'il associe à celles des populations et des drames qui les entourent.

► De 7 h 30 à 17 h 30, du lundi au vendredi, Insa Rouen Normandie, Galerie du temps de poz, 685 avenue de l'Université. Renseignements au 02 32 95 97 00.

JUSQU'AU 30 MAI

« Au fil de la Seine »

L'atelier Histoire et patrimoine de Saint-Étienne-du-Rouvray présente une exposition sur la Seine et les liens que les Stéphanois entretiennent avec elle depuis l'installation des premières populations sur les rives du fleuve.

► Centre socioculturel Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements au 02 35 02 76 90.

DU 20 MAI AU 22 JUIN

Armada 2019

Les usagers du centre socioculturel Georges-Brassens ont concocté une exposition retraçant l'histoire et l'actualité de l'Armada (à Rouen du 6 au 16 juin).

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

MULTIMÉDIA

SAMEDI 18 MAI

MédiaThéCafé

Cet atelier multimédia fera découvrir aux participants les fonctionnalités du site Babelio, dédié à la littérature. En plus des conseils de lecture, chacun peut enregistrer les siens, les partager et faire partie de la communauté. Cet atelier s'adresse à un public débutant sachant manipuler un ordinateur sous Windows et évoluer sur internet.

► 10 heures, bibliothèque de l'espace Georges-Déziré. Entrée gratuite. Renseignements et réservations dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

LIVRES

MARDI 28 MAI

Lecture : Des châteaux qui brûlent

Lire p. 8.

JEUNE PUBLIC

SAMEDI 25 MAI

La Tambouille à histoires

Pour bien commencer le week-end, vous êtes invités à venir écouter des histoires choisies pour les enfants de 4 à 7 ans.

► 10 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements dans les bibliothèques au 02 32 95 83 68.

 **Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.**

Noces de diamant

LE ROMAN D'UNE VIE À DEUX



L'histoire d'amour entre Guy et Jeannine Petit donne parfois l'impression de se dérouler sur grand écran à force d'être cadrée par les aléas du destin et les imprévus des aventures au long cours. La première rencontre a lieu alors que Jeannine n'a que 11 ans et Guy, tout juste 15...un soir de 14 juillet, en 1949, au Havre. Mais il est trop tôt, chacun poursuit sa route. Guy prendra la mer comme novice sur un pétrolier, le temps de parcourir une partie du globe. Les jeunes tourtereaux se retrouvent en 1959, sur un quai de gare. « Je lui ai proposé de faire sa vie avec moi. Elle avait six mois pour réfléchir, je repartais en mer aussitôt », se souvient Guy. Le mariage a lieu en avril 1959. La mer encore pour Guy avant de retrouver la terre ferme comme chef mécanicien tandis que Jeannine passera vingt années comme agente hospitalière dans une maison de retraite. Le temps aussi de fonder une famille avec trois enfants, Didier, Guilaine, Christine et Nadia, une jeune Américaine, débarquée en France en 1977 et qui trouvera sa place dans la famille comme si elle en avait toujours fait partie. Après vingt ans passés en Eure-et-Loir, Guy et Jeannine s'installent à Saint-Étienne-du-Rouvray en 1995. « *La ville où j'ai passé mon certificat d'études* », précise Guy. Le 27 avril dernier, Guy et Jeannine se sont dit oui, à nouveau, prêts à poursuivre l'aventure.

État civil

MARIAGES

Anthony Langlois et Mégane Djidji, Mohcin Hajjaji et Safae El Ghadiri, Süleyman Karabacak et Élise Pektas, Adama Sidibé et Koumba Sissoko, Chafik Hammoujite et Leïla Ben Achrak, Sébastien Poulain et Sonia Cloître, Abdelouahed Boussagui et Fatima Ouaisa, Mourad Khalyq et Souad Koukou.

NAISSANCES

Raphaël Bachelet, Iyad Benalia, Simon Blanchemain Denize, Lilou Recher, Diane Agossa, Eva Chipan Melior, Rayan Goarin, Selmene Ibourk, Nassim Khabouri, Amir Lamchichi, Lolarose Tous Rius, Camilia Trabelsi.

DÉCÈS

Simone Orlando, Albertine Ridet, Daniel Gittinger, Monique Mouquet, Robert Garet, Patrick Swaenepoel, Claude Géhan, Jacques Laquière, Guy Leroy, Jacques Prévost, Jean-Pierre Bertin, Madeleine Copin, Lionel Boulanger, Édith Jérôme, Lucien Duval, Roger Josso, Raymonde Diaz-Maroto Carpintero, Françoise Paumier, Louisa Lambert, Bernard Haté, M'Bark Lahchaïchi, France Grancher, Bernard Renaux, Françoise Delandre divorcée Huet, Paulette Roger, Henriette Maillard, Yolande Baudouin, Jean Leriche, Françoise Chotteau divorcée Tubeuf, Adelino Fronteira, Josette Colombo, Abdelaziz Ketir, Patrick Lefèvre, Bouabdallah Tadjour, Jacqueline Cécille.



PHOTOS : J.L.

ÉDUCATION

Aide aux devoirs : un accompagnement à la carte

Sur la commune, plusieurs initiatives, associatives ou municipales, permettent aux élèves, du CP jusqu'au lycée, de bénéficier d'un accompagnement scolaire gratuit. Petit tour d'horizon.

Il est un peu plus de 17 heures en ce vendredi après-midi. Dans la salle « mauve » du centre socioculturel Jean-Prévost, Ouassila se prépare à accueillir quelques collégiens pour les aider dans leurs devoirs. « *Au départ, nous avions prévu six places, mais nous sommes passés à huit car je me sentais capable de le faire* », assure cette étudiante en sciences de l'éducation recrutée dans le cadre d'un service civique par Samuel Dutier, le directeur du centre socioculturel.

Pour ce dernier, cette aide aux devoirs

« répond à une demande des parents, mais nous permet aussi de toucher un public jeune et de lui faire découvrir nos autres activités ». Car comme le confirme Ouassila, le soutien scolaire permet d'aller plus loin que les maths ou l'histoire-géo, ce que ne fait pas forcément le dispositif « Devoirs faits » mis en place dans les collèges par l'Éducation nationale. « *On fait de petits débats ou des quiz, on parle de l'actualité... On essaie de faire de ce temps partagé un moment d'échange.* »

Arrivé un peu en avance, Yacine, 14 ans,

avoue que ce sont ses parents qui l'ont poussé à s'inscrire. Mais comme cet élève de 3^e l'explique, « *on est plus tranquille quand on rentre à la maison. Et puis parfois on comprend mieux qu'en classe* ».

« Les citoyens de demain »

À Saint-Étienne-du-Rouvray, le centre socioculturel Jean-Prévost n'est pas le seul à accompagner les jeunes élèves à la sortie des cours. L'Association du centre social de La Houssière (ACSH) en reçoit chaque soir une trentaine venus de l'école André-



Ampère située à deux pas. « On associe l'aide aux devoirs à d'autres pratiques, comme des ateliers d'expression corporelle. D'un côté, on rassure les parents et, de l'autre, on propose une ouverture vers des activités que ces enfants ne feraient pas forcément à la maison », souligne Emmanuel Sannier, le directeur de l'ACSH.

Pour Malika Oulalite, de la Confédération syndicale des familles (CSF) qui accueille plus d'une quarantaine d'élèves du CP au CM2, « c'est important pour eux d'avoir un lieu calme, dédié aux devoirs. Ce n'est pas toujours le cas à la maison ». À noter que ces deux dispositifs sont soutenus par la Caf dans le cadre du contrat local d'accompagnement à la scolarité, « ce qui nous permet d'avoir des moyens pour assurer un accueil de qualité », continue la jeune femme.

L'association La Passerelle, créée en 2011,

se consacre quant à elle au secondaire.

« Certains soirs sont réservés aux collégiens, d'autres aux lycéens. Et nous mettons en place un accompagnement plus adapté à ceux qui préparent leur bac », détaille

Abderrahim Benkacem, à l'origine de la création de cette « passerelle vers la réussite ». Plus d'une centaine de jeunes bénéficient du soutien de ces bénévoles dans leurs locaux de l'immeuble Gallouen. Là encore, l'accompagnement dépasse le cadre des cours : « On essaie de proposer des sorties, mais surtout de les préparer à devenir les citoyens de demain. » ■

▲ Associatifs ou municipaux, plusieurs dispositifs d'aide aux devoirs existent sur la commune...

MUSIQUE

Le conservatoire au soutien

Le conservatoire à rayonnement communal de musique et de danse propose lui aussi des cours de soutien un peu particuliers. Ils s'adressent aux bacheliers préparant l'option musique et qui ne bénéficient pas de cours dans leur emploi du temps. « Nous l'avons fait de manière informelle l'année dernière, explique Emmanuelle Bobée, professeur de piano en charge de les assurer.

Mais cette année, le conservatoire a décidé de le proposer gratuitement à ses élèves avec un total de vingt-quatre heures réparties sur l'année. » Au-delà de la pratique instrumentale, cette aide vise à préparer un oral où plusieurs pièces de musique sont étudiées sous toutes les coutures.

INTERVIEW

« Comme un produit dopant »

Erwan Lehoux, enseignant dans le secondaire et membre de l'Institut de recherche du syndicat FSU, également l'auteur de *Payer pour réussir ? Le marché du soutien scolaire*.

Le soutien scolaire est-il un phénomène en augmentation ?

Il est difficilement quantifiable car il reste une grande partie des cours particuliers qui sont encore payés « au noir », sûrement autour de 80 %. Mais il est certain que le marché existe et que des entreprises spécialisées s'y sont installées. Il concerne principalement les enfants d'ouvriers ou d'employés les plus qualifiés ou encore les cadres commerciaux, les artisans et commerçants...

Pourquoi ont-ils recours à ces sociétés ?

Ils utilisent ces cours de soutien comme un produit dopant dans la compétition que sont devenues les études. N'ayant pas forcément confiance en leurs propres ressources culturelles, ils comptent sur ces entreprises pour donner un avantage à leurs enfants dans une société où le déclassement social est leur pire crainte.

Que penser de l'aide aux devoirs dispensée gratuitement par des bénévoles ?

Elle concerne souvent les élèves issus des milieux sociaux les plus défavorisés. Pour les parents, c'est évidemment vu comme une chance de combler des difficultés rencontrées à la maison, par exemple dans des familles pour lesquelles le français n'est pas la langue maternelle. Mais, là où il faudrait un véritable accompagnement spécialisé, assuré par l'Éducation nationale, l'aide aux devoirs ne parvient pas à combler les écarts qui se creusent.

« Créer des espaces de paix »

Le danseur et chorégraphe Bouba Landrille Tchouda animait son premier stage de danse durant les vacances de printemps. Un avant-goût de la résidence qu'il entamera au Rive Gauche en septembre pour deux ans. Rencontre.



PHOTO: J.-P. S.

Quand le jeune Bouba découvre le hip-hop et la danse en 1985 dans le quartier de la Villeneuve à Grenoble, c'est d'abord une question d'énergie, « un peu survolté, un peu révolté aussi ». Par bonheur, cette énergie une fois canalisée ouvrait des portes. « Le hip-hop a bouleversé ma vie et mon rapport aux autres. J'ai trouvé un moyen de dialoguer, d'entretenir une curiosité de l'autre. » Une fois le langage acquis, le jeune danseur s'est mis à ouvrir les yeux sur le monde qui l'entourait et bien au-delà, nourrissant du même coup

son esprit critique. Il était temps de rendre compte, de faire passer des messages et des émotions. « Je sentais qu'avec ma danse, je pouvais faire autre chose que de gesticuler et envoyer des saltos. » Autodidacte, Bouba Landrille Tchouda crée sa propre compagnie en 1995 avec Habib Adel. À partir de là, il enchaîne les rencontres, les projets et les voyages. « J'ai découvert alors que d'autres chemins étaient possibles pour aborder le monde, la vie. À force d'expériences, je me suis senti de plus en plus capable de prendre part au débat de société. » Aujourd'hui, quand

le sujet des migrants occupe l'espace médiatique, Bouba Landrille Tchouda se souvient comme il est arrivé en France à l'âge de 7 ans. « J'ai rencontré des éducateurs, des instituteurs et des profs de théâtre. Je sais ce qui fonctionne et ce qui peut être amélioré. » Avec engagement toujours, sans naïveté et avec lucidité, Bouba Landrille Tchouda n'en finit pas de « participer au vivre ensemble ». « Je ne m'adresse pas qu'aux spécialistes de hip-hop, aux noirs ou aux gens des quartiers. Moi, je veux au contraire rapprocher les communautés et les langages. Je veux créer des espaces de paix par la danse, là où le verbe, les mots peuvent coïncider. »

« Amener un peu de sensible »

Mais le danseur et chorégraphe en veut plus. « Ça ne me suffit pas d'être applaudi à la fin des spectacles. J'ai besoin de discuter avec les gens, leur expliquer pourquoi je danse comme ça. Pour aller au bout de l'échange, le mieux, c'est la pratique. C'est ce qui fait des citoyens et des publics différents. » À la tête de sa compagnie Malka, créée en 2001, Bouba Landrille Tchouda s'accroche à son credo. « Il faut aller chercher les gens au pied des tours, dans les maisons de retraite, dans la rue. Amener un peu de sensible dans des endroits un peu rudes. » Autant de principes qu'il déclinera à Saint-Étienne-du-Rouvray durant les deux années qu'il passera en résidence au Rive Gauche avec des créations bien sûr mais aussi « un travail sur le territoire pour connecter des gens que tout oppose. J'espère un projet participatif avec tous les quartiers et même en dehors des limites de la ville. Je pense aussi à un projet autour du thème de la violence qui nous enferme dans nos têtes, questionner les jeunes dans leur rapport à leur ville. Comment vivre ensemble malgré nos différences ».